

DU « CRIME PASSIONNEL » AU « FÉMINICIDE » : COMMENT LE TRAITEMENT SOCIO-JUDICIAIRE DU FÉMINICIDE INTIME EN BELGIQUE REFLÈTE-T-IL LES INÉGALITÉS ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES QUI STRUCTURENT LA SOCIÉTÉ ?

Camille DELTENRE

ULB – École des sciences criminologiques Léon Cornil

Étymologiquement, le féminicide a été créé par la contraction de deux termes : « féminin » et « homicide ». La littérature attribue ce terme à la sociologue et féministe sud-africaine, Diana Russel, qui emploiera le terme féminicide pour la première fois à Bruxelles, en 1976, au premier Tribunal International des crimes contre les femmes (Horton, 1996 ; Lausberg, 2019).

Ce phénomène a été défini comme « *the misogynous killing of women by men* » (Russel et Radford, 1992 p. 3), et renvoie ainsi au fait qu'une femme soit tuée parce qu'elle est femme. Cette dimension prend compte des enjeux socio-politiques du féminicide.

L'Organisation Mondiale de la Santé définit le féminicide comme étant « l'homicide volontaire des femmes » (OMS, 2012, p. 1) et adopte une définition restreinte sous l'angle d'une approche juridique du terme, dans un souci de clarté. L'OMS distingue quatre types de féminicides (*Ibid.*, pp. 2-3) :

- Le féminicide intime, « commis par un époux ou par un partenaire intime ».
- Le féminicide commis au nom de l'honneur, impliquant « une fille ou une femme qui est assassinée (...) parce qu'elle a ou est censée avoir commis une transgression sexuelle ou comportementale, notamment, un adultère (...) »
- Le féminicide lié à la dot.
- Le féminicide non-intime, « commis par une personne qui n'est pas en relation intime avec la victime ».

Le propos ici présenté concernera plus spécifiquement les féminicides intimes. Toutefois, l'on s'apercevra que le féminicide commis au nom de l'honneur peut être lié au féminicide intime dans le traitement socio-judiciaire du phénomène en Belgique.

Face à une médiatisation croissante de ce phénomène, la notion de féminicide fait sa timide apparition dans le « fait divers » (Scolaro, 2014). Avant connu sous l'appellation romanesque de « crime passionnel » et, par la suite, sous la définition plus juridique de « l'homicide conjugal », l'objet de la recherche s'est conceptuellement développé au travers de l'histoire.

L'analyse consistera ainsi à établir et retracer, à l'aune d'une approche féministe du droit et d'une approche criminologique, l'émergence et l'évolution du traitement socio-judiciaire du phénomène de féminicide en Belgique, en retraçant les enjeux de la délimitation de l'objet, et en saisissant les contextes sexistes entourant ce phénomène. Significatif d'une évolution conceptuelle, le féminicide est également marqué par l'attachement à la valeur d'égalité.

Trois différentes notions inhérentes à la valeur d'égalité constitueront ainsi la principale grille de lecture de la recherche proposée.

La notion d'égalité formelle sera à comprendre comme étant la consécration des mêmes droits pour tous (Roman, 2013 ; Lempen 2013). Chaque individu est mis sur le même pied d'égalité en ce qu'il se voit accorder les mêmes droits que son voisin.

La notion d'égalité matérielle consiste à venir corriger les inégalités de départ, en accordant des droits spécifiques à une catégorie d'individus, quand ceux-ci sont, *de facto*, dans une situation différente (*Ibidem* ; Hennette-Vachez, Möscel et Roman, 2013 ; Hennette-Vachez, Pichard et Roman, 2016)

Enfin, la notion d'égalité transformative consiste en une égalité où régit l'idée de faire une application abstraite de la norme, et pas en fonction de caractères propres à une catégorie, un groupe, une classe, qui fonctionne par la prise en compte du contexte (Lempen, 2013 ; Roman, 2013 ; Roux, 2015).

La remise en question des théories universalistes (Lochak, 2010) ainsi que la politisation des exigences féministes (Glowacz et Vanneste, 2017) vont aboutir à la reconnaissance progressive d'un phénomène structurel et systémique, issu des rapports inégalitaires entre l'homme et la femme, le féminicide relevant ainsi d'une violence sexospécifique à haut risque de létalité (Wattier, 2019 ; Harmel, 2021).

Ainsi, 4 grandes phases seront successivement abordées, lesquelles ont marqué la construction et la conceptualisation de ce phénomène.

Un premier chapitre est accordé à l'étude du féminicide comme crime passionnel. Il s'agit d'appréhender la manière dont l'objet a été étudié, et en particulier dans un contexte voyant le droit pénal, qui ne régit pas les comportements au sein de la sphère privée (Suk, 2011), comme s'imposant à lui (Pires, 1994).

Dans un deuxième temps, il s'agira de saisir les apports scientifiques constructivistes, où le féminicide sera traité comme homicide conjugal. Nous verrons que parallèlement à ces apports criminologiques émerge la question des femmes dans la sphère publique. Ces événements vont aboutir à la création d'un corpus de connaissances sur l'homicide conjugal, menant ainsi à l'adoption, en droit belge, de la loi du 24 novembre 1997, dite loi Lizin¹.

Dans une troisième phase, l'analyse se consacrera à la prise en charge du phénomène au niveau belge, sous l'impulsion de la Loi Lizin. Il s'agira, dans un premier temps, d'analyser la mise à l'agenda politique du phénomène, d'analyser les apports considérables et la consécration juridique du féminicide au niveau du droit européen, et en particulier le droit issu du Conseil de l'Europe. Cette troisième partie se conclura par quelques réflexions pénologiques, pointant les limites de la réaction pénale et mettant en avant une intervention cohérente avec les revendications féministes.

Enfin, le dernier chapitre sera consacré à quelques mesures spécifiques intervenues récemment en Belgique², qui constitueront une nouvelle réponse politique et institutionnelle au phénomène.

Ainsi, la recherche met en lumière le passage d'un auteur irresponsable dans les premières études relevant du crime passionnel, où l'amour est étudié sous forme de la mélancolie – et donc comme une forme de folie (Thabize, 1976), vers un auteur responsable de sa personnalité criminelle (De Greef, 1942). A ce stade, la question de la femme n'est pas présente dans les recherches, mais à l'aune des théories constructivistes et féministes, l'homicide conjugal s'est perçu comme relevant d'un phénomène social, où il est question d'une responsabilité sociale. Enfin, dans un troisième temps, nous avons vu que sous l'impulsion du droit international, le phénomène du féminicide s'est conçu dans un caractère structurel, systémique, et dans un rapport hommes-femmes, faisant ainsi émerger la question

de la responsabilité d'un État, qui contribue à reproduire les inégalités dans ses discours juridiques.

L'analyse présentée soulève en ce sens que le droit crée dès l'entame une inégalité : les femmes n'étaient pas sujets de droits mais objets de droit. La perception de la différence entre homme et femme repose d'abord sur un déterminisme biologique, conçu dans une approche naturaliste : les femmes sont différentes selon la nature, selon leur sexe (Roman, 2013). Ainsi, l'on remarque que le législateur a procédé à l'inscription de la différence entre hommes et femmes dans les normes juridiques non seulement au niveau de l'assignation à des rôles sociaux, mais aussi au niveau du maintien des femmes dans une situation d'infériorité (Lochak, 2010b). En ce sens, c'est le droit qui fait découler les conséquences de l'appartenance à l'un ou l'autre sexe (Lochak, 2010a).

Dans un deuxième temps, nous avons pu remarquer que le législateur a effacé les marqueurs de genre (*gender blind*) pour prétendre à une universalité (Lochak, 2010b). Dans cette idéologie, la même norme vaut pour tous. C'est ce que nous avons pu constater eu égard à la seconde partie analysée dans le cadre de la présente recherche, à travers les revendications féministes qui tendaient vers une égalité formelle, où chacun dispose des mêmes droits (Lempen, 2013 ; Roman, 2013). Dans cette phase, la femme devient sujet de droit, la femme devient l'égale, mais dans sa propre sphère d'activité (Boivin, 1995).

Enfin, dans un troisième temps, nous avons pu remarquer que la différence entre les sexes va réapparaître (Lochak, 2010b). On va consacrer des droits spécifiques pour pallier les inégalités – nous songeons aux mesures positives, qui mènent vers une égalité matérielle où on corrige les inégalités de départ en accordant des droits différents (Lempen, 2013). Dans cette conception, la femme – le féminin, devient construction sociale. (Lochak, 2010a, p. 663).

Ces trois étapes marquent un point d'arrêt sur la question de l'incrimination du phénomène de féminicide, en ce sens du passage du phénomène de la sphère politique au domaine juridique. Nous avons vu que le droit pénal s'est récemment saisi de critères issus des apports criminologiques (Lemonne et Mahieu, 2017). L'on peut donc raisonnablement affirmer qu'il existe un certain consensus à propos de la description et des caractéristiques accordées au féminicide.

Toutefois, les dynamiques qui régissent les rapports entre hommes et femmes semblent constituer un frein à ce passage dans le domaine juridique, en ce sens que le droit pénal belge a vocation à la neutralité et à l'objectivité, et qu'il se situe dans une volonté de bannir les discriminations (Lochak, 2010b ; Hennette-Vauchez, Pichard et Roman, 2016), s'inscrivant dans une vocation à égalité formelle, voire matérielle. En ce sens, admettre que des discriminations puissent pallier aux inégalités de fait permet de concevoir la femme comme différente.

En Belgique, nous remarquerons le changement radical dans la manière de percevoir ce phénomène par l'adoption de la loi Lizin, qui va marquer une véritable avancée dans la reconnaissance du féminicide. À la lumière des dernières mesures adoptées sous l'impulsion de la Convention d'Istanbul, puis plus particulièrement du Rapport du Grevio³ (Harmel, 2021), on voit que la Belgique s'ouvre, quoique timidement, à la reconnaissance du féminicide.

1 Proposition de loi du 22 février 1996 visant à réduire la violence conjugale, *Doc. parl.* Sénat, sess. ord. 1995-1996, Doc n° 1-269/1 ; Loi du 24 novembre 1997 visant à combattre les violences au sein du couple, *M.B.*, 6 février 1998.

2 Proposition de loi du 3 décembre 2019 visant à inscrire le féminicide dans le Code pénal belge, *Doc. Parl.*, Chambre, sess. 2019-2020, n°0835/001 ; Proposition de loi du 4 décembre 2019 visant à inscrire le féminicide dans le Code pénal, *Doc. parl.* Chambre, sess 2019- 2020, n°0846/001 ; Circulaire COL 15/2020 du Collège des Procureurs généraux près les cours d’appel relative à l’outil d’évaluation des risques et visant à généraliser l’utilisation d’un outil d’évaluation du risque de première ligne en matière de violences dans le couple par les services de police et les parquets, *M.B.*, 26 juin 2020

3 Conseil de l’Europe, Groupe d’experts sur la lutte contre la violence à l’égard des femmes et la violence domestique (GREVIO). Rapport d’évaluation de référence de la Belgique du 21 septembre 2020 sur les mesures d’ordre législatif et autres donnant effet aux dispositions de la Convention du Conseil de l’Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l’égard des femmes et la violence domestique. Belgique. GREVIO/inf(2020)14.

BIBLIOGRAPHIE

1. SOURCES NORMATIVES

LÉGISLATION BELGE

Loi du 24 novembre 1997 visant à combattre la violence au sein du couple, *M.B.*, 6 février 1998. Circulaire COL 15/2020 du Collège des Procureurs généraux près les cours d’appel relative à l’outil d’évaluation des risques et visant à généraliser l’utilisation d’un outil d’évaluation du risque de première ligne en matière de violences dans le couple par les services de police et les parquets, *M.B.*, 26 juin 2020.

—

TEXTES NORMATIFS INTERNATIONAUX

Conseil de l’Europe, Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l’égard des femmes et la violence domestique, 11 mai 2011.

—

TRAVAUX PARLEMENTAIRES BELGES

Proposition de loi du 22 février 1996 visant à réduire la violence conjugale, *Doc. parl.* Sénat, sess. ord. 1995-1996, Doc n° 1-269/1.

—

Proposition de loi du 3 décembre 2019 visant à inscrire le féminicide dans le Code pénal belge, *Doc. Parl.*, Chambre, sess. 2019-2020, n°0835/001.

Proposition de loi du 4 décembre 2019 visant à inscrire le féminicide dans le Code pénal, *Doc. parl.* Chambre, sess 2019-2020, n°0846/001.

2. LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE

Boivin, M. (1995). Les acquis du féminisme en droit : reconceptualisation de la représentation des femmes et de leur place dans la société canadienne. *Les Cahiers de droit*, 36(1), 27–59. doi:10.7202/043323ar.

—

De Greeff, E. (1942) [1973]. *Amour et crimes d'amour*. Bruxelles, Dessart. Retrieved from : http://classiques.uqac.ca/classiques/de_greeff_etienne/amour_et_crimes_amour/amour_et_crimes_amour.pdf.

Glowacz, F. et Vanneste, C. (2017). Violences conjugales et justice pénale : un couple à problèmes ?. *Champ pénal*, XIV. doi:10.4000/champpenal.9600.

Harmel, C. (2021). Les violences faites aux femmes : analyse du premier rapport du GREVIO concernant la Belgique. *RevTrimDrH*, 126, pp. 251-258.

Hennette-Vachez, S., Möschel, M., et Roman, D. (2013). RÉGINE, *Ce que le genre fait au droit*. Dalloz, Paris.

Hennette-vachez, S., Pichard, M., et Roman, D. (dir.). (2016). *Genre et droit. Ressources pédagogiques*, Dalloz, Paris.

Horton, L. (1996). Introduction. Le tribunal international des crimes contre les femmes. *Les cahiers du GRIF*, 14-15, Violence, pp. 83 – 86. doi:10.3406/grif.1976.1135.

Lausberg, S. (2019). « Le traitement socio-judiciaire du féminicide ». Communication au colloque *Féminicides. L'urgence d'agir contre les violences envers les femmes*, organisé par la FAML au parlement bruxellois, 16 novembre 2019.

Lemonne, A. et Mahieu, V. (2017). Introduction d'un outil d'évaluation des risques en matière de violence entre partenaires : enjeux et impacts. *Champ pénal*. XIV. doi:10.4000/champpenal/9558.

Lempen, K. (2013). Droit, in Achin C. et Bereni, L., *Dictionnaire genre et science politique*, Presses de Science Po, pp. 190 – 203.

Lochak, D. (2010a). Dualité de sexe et dualité de genre dans les normes juridiques. *Lex Electronica*, 15(1). Retrieved from <https://www.lex-electronica.org/s/327>. Lochak, D. (2010b). *Le droit ou les paradoxes de l'universalité*. PUF, pp. 60-71. Pires, A. (1994). *La criminalité : enjeux épistémologiques, théoriques et éthiques*. Coll. Les classiques des sciences sociales, Université d'Ottawa. Retrieved from : http://classiques.uqac.ca/contemporains/pires_alvaro/criminalite_enjeux_epistemologiques/

Criminalite_enjeux_epistem.pdf.

Roman, D. (2013). Les stéréotypes de genre : « vieilles lunes » ou nouvelles perspectives pour le droit ?. REGINE, *Ce que le genre fait au droit*, Dalloz.

Roux, J. (2015). L'égalité entre (toutes) les femmes et les hommes. Les mutations du droit vers la protection contre les discriminations multiples et intersectionnelles. *La revue des droits de l'homme. Revue du centre de recherches et d'études sur les droits de fondamentaux*, (7). doi:10.4000/revdh.1116.

Russel, D. et Radford, J. (1992). *Femicide : The politics of woman killing*, New York : Twayne Publishers. Retrieved from : femicide(small).pdf (dianarussell. com).

Scolaro, I. (2014). *Ensemble jusqu'à ce que la mort nous sépare. La révélation par le fait divers du problème du féminicide en Italie*. Mémoire de sociologie, Genève, Faculté des sciences économiques et sociales. Université de Genève, juin 2014.

Suk, J. (2011). Le droit pénal s'invite à la maison. *Jurisprudence, Revue critique*, pp. 75 – 95. Retrieved from https://www.fac-droit.univ-smb.fr/wp-content/uploads/2017/12/Revue_Jurisprudence_CDPPOC_2011.pdf.

Thabize, Y. (1976-1977). Le traitement judiciaire des crimes passionnels. Analyse statistique et considérations critiques. *Rev. dr. pén.*, 1976-1977, (6), pp. 477– 492. Retrieved from : [https:// bib.kuleuven.be/rbib/collectie/archieven/rdpc/1976-6.pdf](https://bib.kuleuven.be/rbib/collectie/archieven/rdpc/1976-6.pdf).

Wattier, S. (2019). La reconnaissance juridique du féminicide : quel apport en matière de protection des droits de l'homme ?, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n°118, pp. 323 – 348.

3. AUTRES

Conseil de l'Europe, Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO). Rapport d'évaluation de référence de la Belgique du 21 septembre 2020 sur les mesures d'ordre législatif et autres donnant effet aux dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Belgique. GREVIO!inf(2020)14. Retrieved from : <https://rm.coe.int/lrapport-du-grevio-sur-la-belgique-/16809f9a2b>.

OMS (2012). Comprendre et lutter contre la violence à l'égard des femmes. Le fémicide. WHO/ RHR/12.30. Retrieved from : http://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/86253/WHO_RHR_12.38_fre.pdf;sequence=1.